



5^{ème} Comité de pilotage du Projet ISLANDS

Discours de Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

27 au 29 mai 2014

Salle de Conférence de la COI – Ebène Maurice

Monsieur le Coordonnateur Résident des Nations unies à Maurice,

Madame la représentante de la délégation de l'Union européenne à Maurice,

Mesdames et Messieurs les représentants du corps diplomatique,

Madame la directrice du ministère de l'Environnement et Développement durable de la République de Maurice,

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir de vous accueillir ce matin au Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI), pour ce cinquième comité de pilotage du projet ISLANDS.

Cet ambitieux projet, qui a débuté ses activités en 2011 sur un financement de l'Union européenne de 10 millions d'euros, a pour objectifs de soutenir les pays membres de la COI et l'île de Zanzibar dans la mise en œuvre de politiques publiques de développement durable. Il vise aussi à mieux faire entendre à l'international, la voix de l'océan Indien sur cette question. Concrètement, cela passe d'abord, par la sensibilisation des acteurs publics et privés ainsi que les populations. Il s'agissait aussi de proposer un appui aux institutions publiques en renforçant leurs capacités d'action.

Cette réunion sera l'occasion de faire le bilan des activités et des résultats de la première phase du projet mais déjà, preuve de l'utilité et des enjeux qu'il traite, l'Union européenne a renouvelé son appui pour un montant de 7,5 millions d'euros sur trois ans et demi, ce qui nous permet de lancer une deuxième phase.

Au cours des prochains jours, les membres du comité de pilotage auront à évaluer la pertinence de l'approche adoptée durant la première phase du projet et prendre la mesure des impacts de la mobilisation régionale.

Il est encourageant de constater que les gouvernements de nos pays ont adopté pour la plupart des politiques de développement durable que l'on peut qualifier d'ambitieuses. J'y vois une compréhension de leur volonté de relever les défis auxquels nous faisons face.

Et pour ce faire, nos pays doivent pouvoir compter sur des ressources humaines formées et des ressources financières suffisantes.

C'est pourquoi le projet ISLANDS a recherché des partenariats tant au sein de la région qu'à l'international. C'est ce qui a permis, entre autres, de mobiliser 3 millions d'euros en complément de l'appui européen durant la première phase du projet. ISLANDS, notamment grâce à la constitution des plateformes régionales sur des thèmes clés du développement durable, a réussi à attirer dans notre région des institutions et promouvoir des initiatives internationales. Il s'agit notamment du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes et la Banque mondiale sur le thème de la protection financière

face aux risques de catastrophes et encore du Partenariat insulaire mondiale – GLISPA.

Ces partenariats ont permis de renforcer les moyens techniques et financiers des plateformes régionales réunissant des acteurs étatiques et non étatiques. Cela est d'autant plus essentiel que ces plateformes initient des actions régionales structurantes en appui aux institutions nationales.

Grâce à ces partenariats, il a aussi été possible d'établir une collaboration fructueuse avec des institutions d'éducation tertiaire, telles que le *Commonwealth E-learning Institute*, l'Université de Bergen, l'université virtuelle *Environnement et Développement durable* ainsi que l'Université de *Sunshine Coast* d'Australie pour développer des cours liés aux besoins identifiés en renforcement des capacités de la région.

Les équipes du projet ISLANDS ont développé des outils et des méthodes visant à soutenir les initiatives nationales. La pleine appropriation de ces actions est essentielle. Dans ce but, plus de 800 acteurs du développement durable issus de chacun des pays couverts par le projet ont été formés, et ce, dans des domaines variés, allant de la gestion des

réécifs coralliens à l'intégration effective des piliers du développement durable dans les politiques nationales.

En parallèle à ses activités et afin d'ancrer les bonnes pratiques au sein même des populations, le projet ISLANDS a conduit, dans la région, une vaste campagne d'éducation au développement durable en concevant des supports adaptés à différents types de publics. Au total, ce sont plus de 13 000 personnes, jeunes et communautés locales, enseignants et décideurs, qui ont été sensibilisés.

Il ne fait aucun doute que la jeunesse est un acteur clé du développement durable. La sensibilisation dès le plus jeune âge est le meilleur moyen d'indurer dans la conscience collective le respect de l'environnement ainsi que le lien entre écologie et progrès économique et social. Cela s'est fait par la production et la diffusion de court-métrages et la publication et la circulation d'ouvrages destinés aux plus jeunes. Une bande dessinée réalisée sur la base d'histoires sélectionnées suite à un concours auquel ont participé 4000 enfants de nos pays témoigne de la conscience déjà vive qu'ils ont de l'importance d'un environnement respecté et préservé. Cette approche pédagogique est, je

le crois, indispensable à l'émergence d'une région
authentiquement durable.

Alors

Vous le constatez, le projet ISLANDS de la COI touche à de multiples aspects de notre vie collective et de notre organisation sociale. Il a pour objectif de faciliter la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice et d'assurer le positionnement de notre région au niveau international, dans la perspective de la conférence des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement de Samoa d'une part, et d'autre part, de trouver notre place ou notre rôle dans l'agenda mondial pour le développement post-2015.

C'est notamment à travers son projet ISLANDS que la COI participe aux négociations mondiales sur le développement durable et le changement climatique. Je pense aux préparatifs de l'après-Hyogo, cadre d'action pour la réduction des risques de catastrophes, qui conduiront à la 3^{ème} conférence mondiale sur le sujet en 2015 au Japon. Je pense également aux négociations initiées en vue de la Conférence Paris Climat 2015, dont l'enjeu est d'aboutir à un nouvel accord universel contraignant indispensable pour contenir le réchauffement planétaire à +2°C.

Ces conférences mondiales revêtent pour nos pays une importance capitale. Mais c'est d'abord à Samoa que nous devons faire entendre notre voix insulaire afin d'assurer une juste prise en compte de nos intérêts dans l'agenda mondial pour le développement 2015-2030. C'est pourquoi la COI proposera aux Samoa que les PEID jouissent d'un traitement spécifique et différencié au sein du Système des Nations unies.

De notre point de vue, les PEID constituent une catégorie de pays qui demande une attention particulière de la part de la communauté internationale compte tenu de leur extrême vulnérabilité – par ailleurs, reconnue - aux chocs mondiaux dont ils ne sont aucunement responsables et dont ils sont les premières victimes.

Mesdames, Messieurs,

Nous entrons bientôt dans la phase II du projet ISLANDS . Elle permettra de consolider les acquis des trois dernières années et d'inscrire notre dynamique régionale dans l'agenda mondial pour le développement durable et sur les négociations sur le climat. Nous savons pouvoir compter sur votre implication renouvelée.

Je profite de notre rencontre pour remercier l'Union européenne qui témoigne, par son soutien constant aux projets de développement durable de la COI, de son attachement à la cause insulaire et au développement harmonieux de l'Indianocéanie comme d'autres régions du monde.

J'adresse mes félicitations à l'équipe d'ISLANDS pour son dynamisme, son engagement et sa volonté de réussir malgré la complexité de la tâche.

Pour ma part, je continuerai à suivre avec intérêt vos travaux car ils constituent un maillon important d'une réflexion globale de notre organisation, de nos gouvernements et des acteurs variés du développement durable pour répondre aux enjeux, aux opportunités et aux risques d'un modèle de développement trop souvent soumis à la dictature du court terme.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite de fructueux échanges.